



Division des droits des Palestiniens

Janvier/février 2001
Volume XXIV, Bulletin N° 1

Table des matières

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| I. Rapport du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies dans les territoires occupés sur l'impact des affrontements, des mesures de restriction à la mobilité et du bouclage des frontières sur l'économie palestinienne, du 1 ^{er} octobre 2000 au 31 janvier 2001 | 3 |
| II. Séminaire des Nations Unies sur l'assistance au peuple palestinien | 4 |
| III. Rapport du Secrétaire général sur le suivi et l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, qui traite de la situation des femmes palestiniennes et de l'assistance qui leur est fournie | 6 |
| IV. Déclaration de la présidence de l'Union européenne, au nom de l'Union européenne, sur les assassinats extrajudiciaires | 15 |
| V. Résolution de la Commission des établissements humains sur les établissements israéliens illicites dans les territoires palestiniens occupés | 15 |

*Le bulletin peut être consulté sur les sites du Système
d'information des Nations Unies sur la question
de Palestine : <<http://domino.un.org/UNISPAL.nsf>>
et <http://www.un.org/Depts/dpa/qpal/pub_bltm.htm>.*

I. Rapport du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies dans les territoires occupés sur l'impact des affrontements, des mesures de restriction à la mobilité et du bouclage des frontières sur l'économie palestinienne, du 1^{er} octobre 2000 au 31 janvier 2001

Le 31 janvier 2001, le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies dans les territoires occupés a publié un rapport sur l'impact des affrontements, des mesures de restriction à la mobilité et du bouclage des frontières sur l'économie palestinienne, du 1^{er} octobre 2000 au 31 janvier 2001, dont un résumé est donné ci-après (pour ce qui est des passages soulignés, on a suivi la présentation adoptée dans l'original).

L'impact des affrontements, des mesures de restriction à la mobilité et du bouclage des frontières sur l'économie palestinienne, du 1^{er} octobre 2000 au 31 janvier 2001

Résumé

Restrictions à la mobilité

L'absence de liberté de circulation des biens et des personnes entraînée par la crise actuelle est à l'origine des difficultés socioéconomiques dans le territoire palestinien. Pendant la période de 123 jours qui s'est écoulée entre le 1^{er} octobre 2000 et le 31 janvier 2001, la frontière israélo-palestinienne utilisée pour les flux de main-d'œuvre et les échanges commerciaux a été fermée 93 jours, soit 75,6 % du temps. Les mesures de restriction à la circulation et les bouclages internes, partiels ou stricts, sont permanents en Cisjordanie et appliqués 89 % du temps à Gaza. Les postes frontière internationaux entre la Cisjordanie et la Jordanie, et entre Gaza et l'Égypte, ont été fermés 29 % et 50 % du temps respectivement.

Pertes économiques directement liées aux restrictions à la mobilité

Les pertes économiques directement liées aux restrictions imposées dans le domaine de la circulation des biens et des personnes ont été estimées à 50 % du produit intérieur brut (PIB) pour la période de quatre mois considérée, et à 75 % des revenus perçus par les travailleurs palestiniens en Israël. On estime à 907,3 millions de dollars les pertes au titre du PIB et à 243,4 millions les pertes de revenus provenant de l'emploi en Israël. **Le montant total des pertes est estimé à 1 150 700 000 dollars, soit 20 % du PIB prévu pour l'année 2000 (dans l'hypothèse où les frontières n'auraient pas été bouclées).** Les pertes s'élèvent à environ 11 millions de dollars par journée de travail ou à 3,5 dollars par personne et par jour ouvrable pendant la période considérée.

En outre, les dommages subis en ce qui concerne les bâtiments publics et les infrastructures ainsi que les biens privés et les terres agricoles, les frais encourus afin de soigner les plus de 11 000 Palestiniens blessés, les pertes au titre des recettes publiques et les autres effets des bouclages représentent des centaines de millions de dollars.

Chômage

La perte des emplois en Israël, les restrictions imposées à la mobilité et le bouclage des frontières ont fait passer le **taux de chômage moyen**, qui était de 11 % (71 000 chômeurs) au cours des neuf premiers mois de l'année 2000, à **38 % (plus de 250 000 personnes)**. À cause du coefficient de dépendance élevé dans le territoire palestinien, le chômage touche désormais directement quelque 900 000 Palestiniens, soit 29 % de la population.

Revenu par habitant

Si les frontières n'avaient pas été bouclées, le revenu par habitant aurait dû s'établir à environ 2 000 dollars dans le territoire palestinien, en 2000. Par suite de la crise, du bouclage des frontières et des restrictions imposées aux mouvements internes, il ne serait plus, selon les estimations, que de 1 680 dollars, soit une baisse de 16%.

Pauvreté

Depuis le début de la crise, le nombre de gens qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, estimé par la Banque mondiale à 2,10 dollars par personne par jour en dépenses de consommation (moins de 9 nouveaux shekels par jour), a augmenté de 50 %. **Le nombre de pauvres est passé de quelque 650 000 personnes à 1 million.** Le taux de pauvreté a grimpé de 21 % à 32 %.

II. Séminaire des Nations Unies sur l'assistance au peuple palestinien

Office des Nations Unies à Vienne, 20 et 21 février 2001

Le Séminaire des Nations Unies sur l'assistance au peuple palestinien a été organisé à l'Office des Nations Unies à Vienne, les 20 et 21 février 2001, sous les auspices du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, conformément à son mandat, qui est de promouvoir une assistance et un appui internationaux au peuple palestinien.

Le Comité était représenté par une délégation composée de M. Ibra Deguène Ka (Sénégal), Président; Bruno Rodríguez Parrilla (Cuba), Vice-Président; Walter Balzan (Malte), Rapporteur; André Erdős (Hongrie); et Nasser Al-Kidwa (Palestine).

Le Séminaire a rassemblé des représentants de 73 gouvernements, de la Palestine, de 4 organisations intergouvernementales et de 9 organismes des Nations Unies, ainsi que des représentants de 25 organisations non gouvernementales. Treize intervenants ont fait des exposés dans le cadre de quatre tables rondes.

Quatre représentants palestiniens et un certain nombre de représentants d'ONG opérant dans le territoire palestinien occupé n'ont pu se rendre à Vienne en raison du bouclage général du territoire par Israël.

À la séance d'ouverture, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, Kieran Prendergast, a fait une déclaration au nom du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général du Ministère autrichien des

affaires étrangères, Albert Rohan, a fait une déclaration au nom du Ministre autrichien des affaires étrangères, Benita Ferrero-Waldner. Le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, Ibra Deguène Ka, et l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'ONU (Vienne), Faisal Aweidah, ont également fait des déclarations.

Quatre tables rondes se sont ensuite déroulées avec la participation d'experts sur les thèmes suivants :

I. La crise de 2000-2001 : incidence des politiques israéliennes sur l'économie palestinienne

Nasser Al-Kidwa, Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

II. Le rôle du système des Nations Unies : bilans de situation et efforts déployés pour atténuer les difficultés du peuple palestinien

Francis Okelo, Coordonnateur spécial adjoint des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient; Dayendra Sena Wijewardane, Directeur des services juridiques de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) à Gaza; Franz-Josef Homann-Herimberg, Conseiller spécial au Bureau de la coordination des affaires humanitaires; Nader Atta, chargé de la gestion des programmes dans le cadre du Programme d'assistance au peuple palestinien du PNUD; Salam Fayyad, représentant résident principal du FMI en Cisjordanie et à Gaza; Giuseppe Masala, coordonnateur de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans le territoire palestinien occupé.

III. Assistance fournie au peuple palestinien par les États arabes et islamiques et les organisations intergouvernementales

Said Kamal, Secrétaire général adjoint et chef du Département des affaires palestiniennes de la Ligue des États arabes; Abdelaziz Aboughosh, Sous-Secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique; Walid Abdewahab, Administrateur de projet principal à la Banque islamique de développement.

IV. Efforts déployés par les donateurs internationaux et les autres secteurs de la communauté internationale pour atténuer les difficultés économiques du peuple palestinien

Roby Nathanson, Président de l'Institut israélien de recherche économique et sociale à Tel-Aviv; Matthias Burchard, conseiller économique du Représentant spécial de l'Union européenne chargé d'examiner le processus de paix au Moyen-Orient; Ziad Asali, haut responsable du Comité américano-arabe contre la discrimination; Gil Feiler, Directeur général d'Info-Prod Research (Moyen-Orient); Aline Batarseh, responsable des communications pour l'Organisation internationale de perspective mondiale à Jérusalem; Martin Wilkens, Ministre à la Mission permanente de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies (Vienne), prenant la parole au nom de l'Union européenne; Pierre Galand, Président du Comité européen de coordination des ONG pour la question de Palestine et Bernard Sabella, représentant du Conseil œcuménique des Églises.

Dans son allocution de clôture, le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a souligné que le changement de l'équipe dirigeante en Israël au début de février avait brisé l'élan vers un accord final et complet. Depuis septembre 2000, le territoire palestinien occupé avait enduré à plusieurs reprises les conséquences des bouclages, des restrictions importantes à la liberté de circulation des personnes et des marchandises, le non-versement des droits de douane et des taxes et d'autres mesures de châtement collectif imposées par la puissance occupante. En conséquence, l'économie palestinienne avait marqué le pas et était sur le point de s'effondrer. Le peuple palestinien en était réduit à lutter pour assurer sa survie et satisfaire ses besoins au jour le jour, au lieu de travailler en vue d'un développement à long terme.

Le Président a ensuite déclaré que les conséquences de la situation, si l'on n'y mettait pas un terme, seraient grosses de danger pour la paix dans la région. Le Comité a appelé de nouveau la communauté des donateurs à continuer d'aider le peuple palestinien afin de satisfaire ses besoins urgents. Il a demandé instamment aux donateurs de verser les fonds nécessaires en vue de résoudre la grave crise budgétaire que subissait l'Autorité palestinienne.

La paix au Moyen-Orient ne pouvait être rétablie sans le redressement et le développement économiques palestiniens. Pour le rétablissement et le renforcement de la paix, il fallait qu'un accord politique global, juste et durable se conjugue à une amélioration substantielle des conditions de vie du peuple palestinien. La paix, la sécurité et la prospérité des Palestiniens, des Israéliens et de la région du Moyen-Orient dans son ensemble étaient inséparables.

Le Président a par la suite présenté le rapport du Séminaire aux Présidents de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social en demandant que le texte de ce rapport soit distribué comme document de ces organes (A/56/89-E/2001/89). Le rapport a également été distribué comme publication de la Division des droits des Palestiniens.

III. Rapport du Secrétaire général sur le suivi et l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, qui traite de la situation des femmes palestiniennes et de l'assistance qui leur est fournie

Le rapport du Secrétaire général sur le suivi et l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing (E/CN.6/2001/2) du 9 janvier 2001 comporte une partie consacrée à la situation des femmes palestiniennes et à l'assistance qui leur est fournie. Le texte en est reproduit ci-après :

III. Informations fournies conformément à des mandats spécifiques

A. Situation des femmes palestiniennes et assistance prêté par les organismes des Nations Unies

72. Dans sa résolution 2000/23 du 28 juillet 2000, le Conseil économique et social a demandé que lui soit présenté un rapport sur la situation des femmes palestiniennes et l'assistance qui leur est fournie. Le présent rapport, qui couvre la période allant de septembre 1999 à septembre 2000 est fondé sur les informations communiquées par les organismes des Nations Unies qui suivent la situation des Palestiniens dans les territoires occupés et dans les camps de réfugiés. Ces organismes sont notamment le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés; le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies dans les territoires occupés et le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967. Ce rapport est également basé sur les informations communiquées par des organismes du système des Nations Unies fournissant une assistance au peuple palestinien, notamment la CESAO, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), l'OIT, la Banque mondiale et l'UNICEF.

1. Situation des femmes palestiniennes

73. Dans son rapport sur l'économie palestinienne, le Coordonnateur spécial des Nations Unies dans les territoires occupés a indiqué, sur la base des estimations fournies par le Ministre palestinien des finances et le Fonds monétaire international (FMI), que l'économie palestinienne s'était améliorée en 1998 : le produit intérieur brut (PIB) avait augmenté d'environ 7 %; le flux de main-d'œuvre palestinienne en Israël de 15 %; les échanges commerciaux israélo-palestiniens de 9 %. L'assistance fournie par les donateurs s'était accrue de 12 %. En outre, le Ministre palestinien des finances et le FMI avaient révisé d'environ 6 % à la hausse leurs prévisions de croissance pour 1999. En 1999, l'emploi et le taux de participation à la population active avaient augmenté, faisant baisser le taux de chômage de 15,6 % à 12,7 % en 1998¹.

74. L'emploi et le taux de participation des femmes à la population active ont augmenté plus vite que dans le cas des hommes. Cette tendance pourrait s'expliquer par l'expansion rapide des secteurs de l'agriculture et des services, notamment des services publics où l'on trouve beaucoup plus de femmes que d'hommes². Toutefois, les femmes occupent toujours essentiellement des emplois à mi-temps. En 1999, la proportion de femmes travaillant moins de 35 heures par semaine a augmenté de 34,76 % alors qu'elle a chuté de 11,66 % chez les hommes. Cette tendance est probablement le fait de deux facteurs. Premièrement, dans le secteur agricole en pleine expansion, les femmes exécutent des activités non rémunérées, lesquelles ne sont pas prises en compte; deuxièmement, les femmes mariées ont tendance à chercher des emplois à mi-temps pour accroître les revenus du ménage. Les chiffres

¹ Voir le Rapport du Coordonnateur spécial des Nations Unies dans les territoires occupés, printemps 2000, Résumé.

² Ibid.

du chômage pour 1999 semblent indiquer que l'écart entre les femmes et les hommes se creuse. En fait, alors que le nombre de chômeurs a considérablement diminué, enregistrant une baisse de 14,45 %, celui des chômeuses est resté pratiquement inchangé, ne diminuant que de 1,80 %².

75. En 1999, les autorités israéliennes n'ont pas assoupli la politique de bouclage imposée aux territoires occupés. Les restrictions à la circulation des personnes sont demeurées très sévères, empêchant les Palestiniens de se déplacer librement entre la Cisjordanie et la bande de Gaza, ou d'entrer dans Jérusalem sans une autorisation des autorités israéliennes. Pour les organismes publics et les entreprises palestiniennes, les ONG et les organismes internationaux, les restrictions à la circulation des personnes et des marchandises aux postes frontières se sont traduites par une augmentation des coûts des transactions, des retards et une baisse de la productivité².

76. Dans son rapport, le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés (A/55/373) souligne que les blocages et les restrictions aux postes de contrôle demeurent une source d'inquiétude pour les Palestiniens. Par exemple, le 9 février 2000, des soldats israéliens ont effectué une descente dans une maison palestinienne et tenu les membres de la famille, y compris les femmes et les enfants, sous la menace d'une arme. Une femme a été terrassée par une crise cardiaque. Elle est décédée alors que la voiture qui la transportait vers l'hôpital était retenue à un poste de contrôle israélien (ibid, par. 84).

77. Le Rapporteur spécial pour les territoires palestiniens occupés depuis 1967, M. Giorgio Giacomelli (Italie), a fait observer dans son rapport à la Commission des droits de l'homme que la politique israélienne de bouclage et d'octroi de permis portait atteinte au droit à l'éducation et avait de graves répercussions pour les étudiants de la bande de Gaza. En fait, plus de 1 300 étudiants de Gaza sont empêchés de fréquenter les universités et les établissements palestiniens d'enseignement supérieur de Cisjordanie parce qu'Israël considère qu'ils représentent un risque pour sa sécurité (E/CN.4/2000/25, par. 47). Dans le même rapport, le Rapporteur spécial a noté que la question des prisonniers palestiniens détenus dans les prisons israéliennes continuait d'être extrêmement préoccupante. Même si certains prisonniers (politiques) palestiniens ont été libérés dans le cadre de la mise en œuvre des accords de paix, leur nombre reste élevé, atteignant 1 500. Les conditions de détention ne sont toujours pas conformes aux normes internationales et tant les avocats que les familles éprouvent des difficultés à rendre visite aux prisonniers.

78. Le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés a signalé qu'à Ramallah le Service général de sécurité avait interdit à plusieurs reprises aux parents, aux épouses et aux frères et sœurs de 200 prisonniers de rendre visite à ceux-ci (A/55/373, par. 114). Le Comité spécial a également indiqué que le Service des prisons avait refusé à un médecin britannique l'autorisation d'examiner l'état d'une jeune fille palestinienne de 16 ans, détenue à Ramle (ibid., par. 110).

79. Comme constaté par le Rapporteur spécial, les lourdes peines de prison séparent les pères de leurs enfants et l'on constate souvent des incidents violents au sein de la famille à leur libération. En conséquence, dans de nombreux cas, les hommes perdent leur rôle de protecteur et de soutien de famille, et les mères sont

contraintes d'assumer des charges supplémentaires et des rôles autres que ceux qui sont traditionnellement les leurs (voir E/CN.4/2000/25, par. 43) afin de subvenir à tous les besoins économiques et sociaux de la famille. Il est important de souligner deux aspects concernant les femmes qui acquièrent de nouveaux rôles : d'une part, les conflits éventuels au sein de la famille, en raison de la difficulté à s'adapter aux changements ou à les accepter; d'autre part, l'occasion qui pourrait ainsi être offerte aux femmes d'obtenir une plus grande autonomie étant donné qu'elles acquièrent un plus grand pouvoir de décision au sein du ménage.

80. L'extension des colonies israéliennes, la démolition des maisons palestiniennes et la construction de routes de contournement dans les territoires occupés ont continué de créer des difficultés aux Palestiniens. En particulier, la démolition de maisons à Jérusalem a souvent contraint les familles à envisager de déménager en Cisjordanie où il aurait été moins cher d'acheter ou de louer une autre maison, mais où elles auraient perdu leurs droits de résidence. Un incident de ce type a été signalé par le Comité spécial (voir A/55/373, par. 57).

81. Le rapport du Comité spécial précisait également que, selon le Ministère de la santé de l'Autorité palestinienne, la pollution par des gaz toxiques des ressources en eau des Palestiniens contrôlées par Israël avait causé de nombreuses fausses couches chez les femmes palestiniennes (ibid., par. 60) résidant en Cisjordanie.

82. Étant donné que le présent rapport couvre la période allant de septembre 1999 à septembre 2000, il ne contient pas d'informations sur les conséquences des affrontements violents entre des civils palestiniens et les forces de sécurité israéliennes qui se sont déclenchés à la fin du mois de septembre 2000. Les heurts se sont intensifiés faisant de nombreux morts, notamment parmi la population civile palestinienne, y compris des jeunes. Une telle violence a eu des effets économiques et sociaux négatifs sur les territoires occupés ainsi que de graves répercussions sur le processus de paix et sur la capacité des organismes du système des Nations Unies à travailler efficacement dans les territoires occupés.

2. Assistance aux femmes palestiniennes

83. Les organismes des Nations Unies ont continué à fournir une assistance au peuple palestinien, en particulier aux femmes.

84. Au cours de la période à l'examen, la CESAO a mené une étude sur le sexe et la citoyenneté et sur le rôle des ONG dans les territoires occupés afin de formuler des recommandations concrètes quant aux moyens d'assurer que la notion de citoyenneté tienne compte de la problématique hommes-femmes dans les pays qui sortent d'un conflit. Elle a organisé un atelier à l'intention des producteurs et utilisateurs de données ventilées par sexe des territoires occupés et mis en route divers projets, notamment la constitution d'une base de données sur les réfugiés palestiniens au Liban et en République arabe syrienne, une enquête régionale sur les ménages dans les territoires occupés et l'établissement de statistiques nationales ventilées par sexe dans les pays arabes, notamment les territoires occupés.

85. L'Office a fourni des services éducatifs, sanitaires et sociaux et des secours à 3,7 millions de réfugiés palestiniens enregistrés dans la zone où il opère, qui comprend la Jordanie, le Liban, la République arabe syrienne, la Cisjordanie et la bande de Gaza. Considérée comme une priorité, l'assistance aux femmes

palestiniennes fait partie de ses programmes courants en faveur des réfugiés palestiniens.

86. Au cours de la période à l'examen, l'Office a commencé à réviser ses politiques et pratiques sexospécifiques avec l'aide de consultants et de fonds fournis par le Gouvernement danois. Son objectif est de les aligner plus étroitement sur le cadre d'action et les buts convenus en 1995 à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, puis revus à la troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle ».

87. Durant l'année scolaire 1999/00, les écoles préparatoires, primaires et secondaires de l'Office ont accueilli 468 651 élèves, dont 234 500 filles (soit 50 %). Les femmes ont représenté 69 % des personnes inscrites aux stages de formation pédagogique organisés par l'Office à l'intention des futurs enseignants et des enseignants en poste et 63 % des personnes inscrites à ses stages techniques et semi-professionnels. Sur les 673 étudiants qui ont bénéficié de bourses de l'Office en 1999/00, 45,3 % étaient des femmes. De plus, 14 femmes palestiniennes installées au Liban ont bénéficié d'un programme de bourses pour 1999/00 destiné uniquement à des femmes et administré par l'Office pour le compte du Centre de recherche canadien sur le développement international.

88. L'Office a fourni des services de santé maternelle et infantile et de planification familiale et continué à immuniser les femmes et les enfants contre les maladies pour lesquelles il existe un vaccin. Il a été appuyé, dans son entreprise, par les services de médecine scolaire et par les programmes d'éducation sanitaire relatifs à l'usage du tabac et aux maladies sexuellement transmissibles, dont le VIH/sida.

89. Les difficultés socioéconomiques éprouvées par les réfugiés pendant la période à l'examen ont rendu ceux-ci plus fortement tributaires des revenus des femmes. Plus de 50 % des familles bénéficiaires d'une aide d'urgence de l'Office, qui ont reçu à ce titre une aide alimentaire et matérielle directe, étaient dirigées par des femmes. Le programme de l'Office pour la participation des femmes au développement a dispensé une vaste gamme de services sociaux, culturels et éducatifs au niveau des collectivités. Soixante-dix centres chargés du Programme en faveur des femmes ont servi de centres de coordination à l'Office pour les activités qu'il mène auprès des femmes des collectivités de réfugiés. Entre le début de l'année et le 30 juillet 2000, 27 634 personnes ont bénéficié des diverses activités qu'ils organisent (formation en informatique, photographie, cours d'anglais, services de santé infantile à l'intention des femmes qui travaillent, octroi de prêts garantis par des groupes, campagnes d'information sur la santé, diagnostic des handicaps et sensibilisation à ces derniers, conseils juridiques, etc.). L'Office examine actuellement la qualité de la formation qu'ils dispensent afin d'aider les femmes qui y obtiennent un diplôme à trouver du travail.

90. En 1999-2000, le Programme de création de revenus de l'Office a consenti des prêts d'une valeur totale de 3 120 000 dollars à 3 716 femmes faisant vivre 20 050 personnes. Depuis 1994, le Programme de prêts garantis par des groupes a octroyé à 15 183 femmes organisées en 2 271 groupes de solidarité des prêts d'une valeur totale de 11 390 000 dollars qui ont été renouvelés à l'issue de chaque cycle de remboursement. Le Programme a fonctionné de manière autonome : toutes les dépenses opérationnelles et les provisions pour pertes ont été couvertes par les

recettes des opérations de prêt et autres activités bancaires. Le taux de remboursement annuel a été constamment de 98,65 %.

91. Au cours de la période à l'examen, le bureau régional arabe de l'Organisation internationale du Travail a entrepris une série d'activités d'appui et d'aide aux femmes palestiniennes :

- *Prise en compte systématique des sexospécificités au Ministère du travail (Gaza et Ramallah)*

Le comité interministériel de promotion de la femme a veillé à ce que les sexospécificités soient systématiquement prises en compte dans les travaux de certains ministères. En août 2000, l'OIT a aidé un atelier, tenu à Ramallah, à élaborer un plan d'action à l'intention du Ministère du travail.

- *Formulation de stratégies de promotion et de développement de l'esprit d'entreprise chez les femmes*

À Turin (Italie), le Centre international de formation de l'OIT a mené plusieurs activités destinées à promouvoir et à développer l'esprit d'entreprise chez les femmes palestiniennes dans le cadre d'un programme de formation pour 1996-1999. En particulier, il a dispensé à des formateurs quatre cours qui leur ont permis de perfectionner leurs qualifications techniques et a organisé neuf ateliers techniques qui ont permis à des femmes chefs d'entreprise de perfectionner leurs connaissances théoriques et pratiques. En mai 2000, il a organisé un séminaire à l'intention de représentants des secteurs public et privé et d'ONG afin d'élaborer une stratégie nationale de développement de l'esprit d'entreprise chez les femmes.

- *Mission multidisciplinaire de l'OIT en Cisjordanie et à Gaza*

Du 31 janvier au 11 février 2000, l'OIT a mis au point deux avant-projets de promotion de la femme. Le premier visait à renforcer le comité interministériel de promotion de la femme et le second à promouvoir et développer l'esprit d'entreprise chez les femmes.

- *Programme de renforcement des capacités dans les domaines de l'intégration des sexospécificités, de la lutte contre la pauvreté et de l'emploi*

En décembre 1999, l'OIT a organisé un séminaire qui portait sur le renforcement des capacités des États arabes de la sous-région en ce qui concerne l'intégration des sexospécificités, la lutte contre la pauvreté et l'emploi et qui a donné lieu à des plans d'action nationaux. Le plan d'action pour la Cisjordanie et Gaza a fait, au début de 2000, l'objet d'un avant-projet qui doit être définitivement mis au point.

92. En janvier 1999, la Banque mondiale a créé officiellement le Conseil consultatif sur les sexospécificités pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, qui est chargé de proposer des solutions aux problèmes les plus pressants qui se posent dans ce domaine à l'échelle de la région. Au cours de la période à l'examen, elle a mis en œuvre les divers programmes et projets d'assistance ci-après :

- *Le cadre de développement intégré*

Ce programme doit permettre de répondre au besoin de plus en plus urgent d'une approche entièrement intégrée du développement qui modère les impératifs de stabilité macroéconomiques au moyen d'éléments humains, sociaux et structurels.

- *Le projet de développement*

Ce projet, qui a été conçu et mis en œuvre avec la pleine participation des femmes, a donné lieu à des interventions ciblées telles que la promotion des centres pour les femmes et des jardins d'enfants.

- *Le projet en faveur des ONG palestiniennes*

Ce projet a permis d'appuyer financièrement et techniquement les ONG qui s'occupent des Palestiniens pauvres et marginalisés, dont 70 % sont des femmes.

- *Le projet en matière d'éducation et de santé*

Mené à bien en décembre 1999, ce projet a permis de doter les centres scolaires d'installations sanitaires adéquates, de promouvoir l'élaboration de supports pédagogiques exempts de tout préjugé sexiste et de favoriser l'accès des filles aux écoles.

- *Le centre pilote de formation des jeunes désavantagés*

Financé par la Banque mondiale dans le cadre de son concours Marché du développement pour 2000, ce centre servira à titre expérimental à aider des jeunes femmes et jeunes hommes pauvres des zones rurales à acquérir les qualifications voulues pour s'insérer sur le marché du travail.

93. Conformément à son programme de coopération avec l'Autorité palestinienne pour la période 1998-2000, l'UNICEF s'attache à résoudre des problèmes sexospécifiques dans le cadre de ses programmes en faveur des femmes et des enfants palestiniens.

94. Le Fonds promeut les droits des femmes en sensibilisant davantage la société palestinienne à la portée et à la signification de ces droits, de la non-discrimination et de l'égalité entre les sexes, sur la base d'informations qu'il a pu rassembler en mettant en œuvre ses stratégies et projets d'éducation, notamment l'initiative pour de meilleurs soins parentaux, l'initiative pour l'équité entre les sexes dans l'éducation et l'initiative préparation à la vie active. Il cherche également à favoriser la création d'un environnement législatif et financier qui permette de promouvoir les droits des femmes palestiniennes et de s'assurer de leur application. Il recourt à cette fin à divers médias (télévision, radio, presse écrite et théâtre).

95. Dans le cadre de son projet relatif à la santé des femmes, l'UNICEF a appuyé diverses activités visant à améliorer la qualité de vie des femmes palestiniennes et, notamment :

- Un stage de formation de huit jours à l'intention de 75 sages-femmes de centres de soins de santé primaires et secondaires du secteur public, de l'Office et de la Société palestinienne du Croissant-Rouge;
- Un atelier de quatre jours à l'intention de 125 professionnels de la santé maternelle, qui a été consacré à la promotion de la santé et de la nutrition de la femme et de l'enfant et à la qualité des services dispensés dans ces domaines;

- Un stage de formation de 10 jours à l'intention des médecins et des infirmières des services d'obstétrique et de médecine néonatale de quatre grands hôpitaux;
- L'enquête sur la mortalité maternelle actuellement menée en Cisjordanie, qui doit notamment permettre de déterminer les causes les plus fréquentes de la mortalité maternelle, de renforcer le système de surveillance en la matière à l'échelle des territoires et de s'assurer systématiquement du sort fait aux bébés qui perdent leur mère.

96. Au cours de la période à l'examen, dans le cadre de l'initiative pour de meilleurs soins parentaux mise en œuvre en coopération avec le Ministère des affaires sociales, l'UNICEF a appuyé un programme de formation de cinq jours aux soins d'urgence, à la promotion de la santé et aux techniques de communication et d'encadrement qui était destiné à 300 jardinières d'enfants de 12 districts. Il appuie actuellement les activités suivantes :

- Une étude sur les mariages précoces et les abandons scolaires dans le district de Bethléem, qui vise à comprendre les comportements et pratiques liés aux mariages précoces et à examiner la relation entre ceux-ci et les abandons scolaires chez les femmes mariées précocement;
- Une campagne de sensibilisation des élèves des classes de la 5^e à la seconde de huit écoles du district de Bethléem aux questions relatives aux sexospécificités et au développement;
- L'examen de nouveaux manuels scolaires, qui doit permettre de déterminer s'ils tiennent compte des sexospécificités. Les résultats de cette étude doivent être communiqués au Ministère de l'éducation;
- Seize ateliers de formation aux sexospécificités destinés à 400 professionnels de l'éducation de huit districts (cinq en Cisjordanie et trois à Gaza). Ces ateliers sont axés sur la sensibilisation aux sexospécificités ainsi que sur certaines techniques de base devant permettre de les intégrer dans le processus éducatif.

97. Les deux projets du programme d'activités de plaidoyer et de renforcement des capacités, à savoir le projet de planification, de formulation et de suivi des politiques et le projet en faveur des femmes et des enfants ayant besoin d'une protection spéciale, tiennent compte des sexospécificités. Au cours de la période à l'examen, l'UNICEF a travaillé sur une deuxième enquête en grappes à indicateurs multiples (en cours d'exécution), qui doit lui permettre d'obtenir des données ventilées par sexe sur les femmes et les enfants palestiniens. De plus, l'UNICEF a fourni :

- Un appui technique et financier à l'Autorité palestinienne en rédigeant la Charte des droits de l'enfant palestinien et en faisant en sorte qu'elle tienne compte des sexospécificités;
- Un appui au Ministère palestinien des affaires sociales en réalisant une étude sur les orphelinats de long séjour, qui fait une large place à la fillette sous-desservie;
- Un appui aux efforts qui sont faits pour assurer une meilleure couverture médiatique des problèmes des femmes et des enfants palestiniens, en coopération avec le Ministère de l'information;

-
- Un appui à la création d'un réseau d'ONG qui luttent contre la violence à l'égard des femmes.

3. Conclusions

98. Au cours de la période à l'examen, l'Autorité palestinienne, des organisations de la société civile et les organismes des Nations Unies ont fait des efforts considérables pour améliorer la situation économique et sociale des femmes palestiniennes. En dépit de ces efforts et de l'évolution plutôt positive de l'économie palestinienne, cependant, les femmes continuent à être moins nombreuses que les hommes à accéder au marché du travail et à mener des activités génératrices de revenus et leur taux de chômage reste plus élevé que celui des hommes. Leur situation continue donc d'exiger une attention particulière.

99. Le statut et les conditions de vie des femmes palestiniennes sont liés aux progrès du processus de paix. Les femmes qui vivent dans les territoires occupés sont toujours directement touchées par les politiques israéliennes, en particulier les bouclages, qui entravent les efforts faits par l'Autorité palestinienne, les organisations de la société civile et les organismes des Nations Unies pour promouvoir la condition de la femme.

100. Vers la fin de la période à l'examen, des affrontements entre les forces de sécurité israéliennes et des civils palestiniens ont eu lieu dans les territoires occupés, causant une vive préoccupation parce qu'ils compromettaient le processus de paix et entravaient l'assistance fournie par les organismes des Nations Unies. Il importe que les entités des Nations Unies puissent continuer à opérer dans les territoires occupés et que l'on puisse continuer à promouvoir la condition des femmes palestiniennes et à renforcer leur pouvoir d'action. Il est particulièrement important qu'elles continuent de recevoir une assistance dans des domaines tels que l'éducation, la santé, les services sociaux et le microcrédit, et que l'on s'efforce d'accroître leur pleine et égale participation à la prise de décisions et aux programmes de paix.

101. Il faudrait continuer à intégrer une perspective sexospécifique dans les programmes d'assistance internationale, notamment au moyen d'une analyse sexospécifique plus poussée et de la collecte de données ventilées par sexe, qui est actuellement insuffisante. Bien que les rapports du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés, du Coordonnateur spécial du processus de paix au Moyen-Orient et du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 fournissent des informations précieuses sur la situation dans les territoires occupés, il n'y est toujours pas fait d'analyse sexospécifique approfondie. Il y a donc lieu que les entités des Nations Unies intègrent une perspective sexospécifique dans tous leurs rapports et études relatifs à la situation des femmes palestiniennes.

/...

IV. Déclaration de la présidence de l'Union européenne, au nom de l'Union européenne, sur les assassinats extrajudiciaires

La déclaration suivante sur les assassinats extrajudiciaires a été publiée le 13 février 2001 par la présidence de l'Union européenne, au nom de l'Union européenne (A/55/795).

L'Union européenne déplore la pratique des « éliminations » ou assassinats extrajudiciaires de Palestiniens utilisée par les forces de sécurité israéliennes. Le 21 janvier 2001, une démarche traduisant cette préoccupation a été effectuée auprès du Ministère israélien des affaires étrangères. L'existence d'une telle politique a été confirmée ultérieurement par les Israéliens. Le 13 février, un nouvel assassinat extrajudiciaire a été perpétré à Gaza.

L'Union européenne réaffirme sa ferme conviction que la politique menée par Israël à cet égard est inacceptable et contraire à l'état de droit. Elle engage Israël à y mettre un terme et à respecter ainsi le droit international.

L'Union européenne estime que les assassinats extrajudiciaires font obstacle à la paix et risquent de provoquer de nouvelles violences.

L'Union européenne réaffirme la profonde préoccupation que lui inspire la série de violences qui se sont produites au cours des derniers mois et estime qu'il appartient aux autorités tant israéliennes que palestiniennes de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher des actions qui feraient de nouvelles victimes.

V. Résolution de la Commission des établissements humains sur les établissements israéliens illicites dans les territoires palestiniens occupés

Le texte de la résolution sur les établissements israéliens illicites dans les territoires palestiniens occupés, adoptée le 16 février 2001 par la Commission des établissements humains (résolution 18/12), est reproduit ci-après :

18/12

Établissements humains israéliens illicites dans les territoires palestiniens occupés

La Commission des établissements humains,

Rappelant ses résolutions 13/6 du 8 mai 1991 et 14/9 du 5 mai 1993 sur le logement du peuple palestinien, et sa résolution 16/18 du 17 mai 1997 sur les établissements humains israéliens illicites dans les territoires palestiniens occupés,

Réaffirmant sa résolution 17/9 du 14 mai 1999 sur les établissements humains israéliens illicites dans les territoires palestiniens occupés,

Considérant que la question du logement du peuple palestinien et des établissements israéliens illicites dans les territoires occupés, y compris Jérusalem-Est, relève du mandat du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat),

Rappelant le paragraphe 25 du Programme pour l'habitat, où il est dit que la domination étrangère et coloniale et l'occupation étrangère portent atteinte aux établissements humains et que tous les États devraient donc dénoncer et décourager ces pratiques et coopérer afin de les éliminer,

Rappelant également le paragraphe 204 h) du Programme pour l'habitat, qui recommande de renforcer la solidarité de la communauté internationale et de ses organisations en vue d'assurer un logement convenable pour tous et un développement durable des établissements humains au profit des populations sous occupation étrangère,

Prenant note de la résolution 55/132 de l'Assemblée générale, en date du 8 décembre 2000, sur « les colonies de peuplement israéliennes dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem et le Golan syrien occupé »,

Préoccupée par les actions illicites qu'Israël continue d'entreprendre dans les territoires palestiniens occupés, notamment la construction de nouvelles colonies, l'expansion des colonies existantes, la construction de routes de contournement, la confiscation de terres et la démolition de maisons palestiniennes,

Vivement préoccupée par la détérioration et la destruction dont ont fait l'objet les établissements humains palestiniens par suite des récentes actions d'Israël dans les territoires palestiniens occupés,

Déplorant que les rapports demandés dans les résolutions 16/18 et 17/9 ne soient pas prêts pour être présentés à la présente session,

Prenant note des explications fournies par la Directrice exécutive sur l'état d'avancement du rapport complet demandé sur la situation du logement dans les territoires palestiniens occupés, ainsi que sur les plans du secrétariat pour assurer l'achèvement dudit rapport,

1. *Demande* aux autorités israéliennes d'appliquer les mesures suivantes pour permettre au peuple palestinien des territoires occupés de satisfaire à ses besoins en matière de logement :

a) Assurer des conditions matérielles dignes et adéquates dans ses établissements humains, selon les besoins;

b) Mettre fin à la confiscation des terres palestiniennes et à l'implantation de colonies de peuplement dans les territoires occupés;

c) Remettre dans leur état d'origine les terres occupées qui ont été modifiées avant et pendant les récentes actions illicites;

d) S'abstenir d'appliquer des politiques qui empêchent ou entravent la délivrance de permis de construire au peuple palestinien dans les territoires occupés, y compris Jérusalem-Est;

e) Accepter l'applicabilité *de jure* de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre aux territoires palestiniens occupés;

2. *Demande* instamment aux États membres et à toutes les institutions financières multilatérales de mettre fin à toutes formes d'assistance et d'appui aux installations des établissements israéliens illicites dans les territoires palestiniens occupés;

3. *Demande* à la communauté internationale des donateurs et à toutes les institutions financières, en coordination avec le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), d'accroître leur assistance financière pour atténuer les problèmes de logement que connaît le peuple palestinien dans les territoires occupés;

4. *Prie* la Directrice exécutive d'organiser une réunion sur la création d'un fonds pour les établissements humains en faveur de la population palestinienne des territoires occupés;

5. *Prie également* la Directrice exécutive de parachever et de mettre à jour un rapport complet sur l'application de la présente résolution, en particulier concernant la situation du logement dans les territoires palestiniens occupés et les problèmes que posent les actions illicites d'Israël à cet égard, et de le lui présenter à sa dix-neuvième session;

6. *Invite* la Commission à prendre des mesures appropriées à sa dix-neuvième session, conformément aux conclusions de ce rapport complet.

Résolution adoptée par 22 voix
contre une, avec 21 abstentions,
à la 8^e séance, le 16 février 2001.